

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 14 juin 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**GRUNDER**

**BURGBANN**

**67500 HAGUENAU**

Références : 0006700063/JB/CE

Code AIOT : 0006700063

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement GRUNDER implanté Burgbann - 67500 HAGUENAU. L'inspection a été annoncée le 02/06/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a principalement porté sur la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure du 22/03/2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRUNDER
- Burgbann - 67500 HAGUENAU
- Code AIOT : 0006700063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Haguenau est une carrière de sable. Il est extrait par campagnes à la pelle. L'installation comprend également l'accueil de matériaux inertes extérieurs qui sont utilisés pour remblayer la carrière, dans le cadre de la remise en état.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :** mise en oeuvre des mesures de gestion et fiches de gestion.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1  | Respect de la mise en demeure du 22/03/2022 | AP de Mise en Demeure du 22/03/2022, article 1   | /  | Sans objet        |
| 2  | Convention de gestion                       | Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1 | /  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 22/03/2022.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Respect de la mise en demeure du 22/03/2022

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 22/03/2022, article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en oeuvre des mesures de gestion   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 1.12.1 de l'arrêté du 24/07/2012 : l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements définis par la décision préfectorale susvisée du 19/12/2011 dont les copies sont annexées au présent arrêté.<br><br>Annexe 1 de la décision du 19/12/2011 :<br>2.1 : [...] mettre en place une gestion diversifiée des milieux herbacés et de pelouses, de milieux sableux, buissonnants et arbustifs se trouvant dans la partie remblayée, afin de maintenir l'Alouette lulu, l'Engoulevent d'Europe, la Pie-grièche écorcheur et de favoriser leur nidification.<br><br>2.5 : il existe actuellement dans la sablière une mosaïque de milieux (forêt jeune et âgée, milieux sableux, milieux ouverts et arbustifs, pelouses, mare, buttes de terre, amas de pierre et autres gravats...) qui sont des zones attractives pour de nombreuses espèces. Il serait intéressant de pouvoir conserver cette diversité dans le cadre de la remise en état et de la future gestion du site.<br>Ceci nécessite un entretien régulier de certaines zones de pelouses ou milieux semi-ouverts, afin d'éviter une totale recolonisation forestière, ainsi qu'une gestion sylvicole favorable aux oiseaux, sur d'autres parties déjà boisées. L'objectif étant de maintenir à la fois :<br>• - des milieux boisés avec une gestion favorable aux oiseaux forestiers, aux coléoptères, à l'orvet ;<br>- des milieux ouverts, semi-ouverts, buissonnants pour les autres oiseaux, les insectes (papillons et orthoptères) ;<br>[...]<br><br>Tableau des mesures de compensation :<br>oiseaux : espèces des milieux semi-ouverts et des milieux ouverts : zone remblayée : conserver une mosaïque de milieux boisés, arbustifs, buissonnants, herbacés, de pelouses et sableux : recépage, broyage, entretien des milieux ouverts et arbustifs ;<br><br>friche à solidage : partie centrale ouest de la zone remblayée : lutte contre les plantes invasives : broyage de la zone tous les ans avant fructification.<br><br><b>Constats :</b> Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure sur ce point considérant que la décision du 19/12/2011 :<br><ul style="list-style-type: none"><li>• prévoit la mise en œuvre d'une gestion diversifiée des milieux sur la partie réhabilitée de la carrière, notamment l'entretien de milieux ouverts et semi-ouverts, mais qu'il a été constaté lors de l'inspection du 26/01/2022 qu'aucune gestion n'était mise en œuvre afin de prévenir la fermeture des milieux ;</li><li>• prévoit le traitement du Solidage (espèce exotique envahissante), mais qu'il a été constaté lors de l'inspection du 26/01/2022 une présence importante du Solidage sur la parcelle et qu'il a été indiqué que tous les secteurs colonisés n'étaient pas traités.</li></ul><br>Concernant le traitement du Solidage, il est désormais réalisé sur l'ensemble des zones concernées. Une fiche de gestion est établie et précise notamment les objectifs et stratégies de gestion, les préconisations particulières et les modalités de suivi. Le suivi de l'évolution est réalisé par un écologue et les mesures de gestion sont menées par une société extérieure (fauche en mai, et fauche tardive en août pour réduire la densité de l'espèce et permettre le développement d'une |

flore plus diversifiée). L'exploitant a transmis un justificatif de l'entretien réalisé en 2022 (facture présentée).

Des mesures de gestion sont mises en œuvre dans le cadre de la gestion des milieux arborés et semi-arborés, et de la gestion des milieux ouverts et aquatiques de la sablière. Les fiches de gestion correspondantes précisent également les stratégies de gestion, les préconisations particulières et les modalités de suivi. Les suivis écologiques sont confiés à des organismes extérieurs ainsi que l'entretien des mares et des milieux ouverts. L'exploitant a transmis un justificatif du nettoyage de la cuvette (dépression sur site permettant de maintenir une mare ouverte) réalisé début d'année 2023 (facture présentée).

Au regard des éléments présentés par l'exploitant et des constats effectués sur site lors de l'inspection, l'Inspection constate que des mesures de gestion ont été définies et mises en œuvre. L'Inspection considère que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 22/03/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Convention de gestion

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2012, article 1.12.1

**Thème(s) :** Autre, Gestion de la parcelle de 2,60 ha en compensation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires et réalise les aménagements définis par la décision préfectorale susvisée du 19/12/2011 dont les copies sont annexées au présent arrêté.

Annexe 1 de la décision du 19/12/2011 :

- Une convention sera établie entre la commune de Haguenau, propriétaire des lieux et du massif environnant, l'ONF, la société des sablières Gründer et des experts naturalistes. Cette convention devra non seulement intégrer la mise en place et le suivi des mesures écologiques proposées dans le cadre de la dérogation, mais devra aussi intégrer les mesures préconisées dans l'étude d'impact écologique, pour assurer une gestion globale du site, pendant la phase d'exploitation et lors de la remise en état du site. Cette convention sera établie sur le long terme, au minimum le temps de la durée de l'exploitation et de la remise en état du site et devra permettre :
  - d'assurer la pérennisation des mesures préconisées dans le cadre de la présente demande de dérogation et dans le cadre de l'étude d'impact écologique ;
  - de définir les modalités de prise en charge financière de ces mesures par le pétitionnaire, notamment pour les mesures ne portant pas sur ses propriétés.

**Constats :** Par courrier du 30/09/2022, l'exploitant a transmis les fiches de gestion complétées avec les mesures prévues pour le Minotaure typhé (milieux sableux) comme demandé par l'Inspection dans son rapport du 29/08/2022 relatif au contrôle documentaire du 22/08/2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet